

Des chefs d'Etat africains au Burundi pour relancer le dialogue

@rib News, 25/02/2016 â€“ Source AFP Le prÃ©sident sud-africain Jacob Zuma est arrivÃ© jeudi matin dans la capitale burundaise oÃ¹, Ã la tÃªte d'une dÃ©lÃ©gation de l'Union africaine, il tentera de convaincre le pouvoir et son opposition de relancer un dialogue de sortie de crise, a-t-on constatÃ©. Outre M. Zuma, les prÃ©sidents mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, sÃ©nÃ©galais Macky Sall [photo, Ã son arrivÃ©e Ã Bujumbura], gabonais Ali Bongo Ondimba et le Premier ministre Ã©thiopien Haile Mariam Dessalegn font partie de cette dÃ©lÃ©gation dont le principe avait Ã©tÃ© arrivÃ© lors du dernier sommet de l'Union africaine fin janvier.

La venue des chefs d'Etat africains relÃ¨ve d'une offensive diplomatique plus globale pour tenter de trouver une sortie de crise pacifique au Burundi. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations unies Ban Ki-moon, lui-mÃªme Ã Bujumbura lundi et mardi, a assurÃ© avoir obtenu des garanties du prÃ©sident Nkurunziza qu'un dialogue inclusif serait de nouveau engagÃ©. Les prÃ©cÃ©dentes tentatives de dialogue ont Ã©chouÃ©, le gouvernement burundais refusant de discuter avec une partie de son opposition. "Les chefs d'Etat (africains) viennent consulter le gouvernement et les autres acteurs concernÃ©s sur la relance d'un dialogue inclusif au Burundi", a confirmÃ© Ã l'AFP un diplomate africain Ã Bujumbura, sous couvert d'anonymat. "La question d'un dÃ©ploiement d'une force au Burundi n'est pas Ã l'ordre du jour", a-t-il ajoutÃ©. L'Union africaine avait dÃ©cidÃ© en dÃ©cembre de dÃ©ployer une force de 5.000 hommes au Burundi, pour enrayer la spirale des violences. Mais, devant l'opposition farouche du prÃ©sident Nkurunziza et celle de plusieurs chefs d'Etat lors du sommet fin janvier, elle a renoncÃ© Ã cette idÃ©e. Le Burundi a plongÃ© dans une grave crise Ã©conomique de violences lorsque le prÃ©sident a annoncÃ© sa candidature en avril 2015 pour un troisiÃªme mandat. Ce faisant, selon ses opposants, il a violÃ© la constitution ainsi que l'Accord d'Arusha qui mit fin Ã la guerre civile entre 1993 et 2006 (300.000 morts). Ces violences, dÃ©sormais armÃ©es, ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 240.000 personnes Ã quitter le pays. Les organisations de dÃ©fense des droits de l'Homme ont dÃ©noncÃ© l'existence de fosses communes, de nombreux cas d'exÃ©cutions sommaires, d'assassinats ciblÃ©s et exigÃ© une enquÃªte internationale.